



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°476 (11 OCTOBRE 2026)

MANIFESTATIONS LYCÉENNES ET ÉLECTIONS BRÉSILIENNES

ÉMEUTES LYCÉENNES : MOBILES, MODALITÉS, RÉPONSES

Introduction

Philippe Meyer :

Il aura fallu à peine dix jours pour qu'un blocage, organisé le 21 septembre dans un lycée de Créteil afin de dénoncer des postes vacants, fasse tache d'huile dans la banlieue parisienne, avant de gagner tout le pays. Des milliers de lycéens manifestent depuis en banlieue, dans la capitale, dans les grandes villes, et dans de plus petites communes. Ils se mobilisent majoritairement dans le public, mais aussi dans le privé ; en voie générale et technologique comme au lycée professionnel. Les lycéens conspuent, pêle-mêle, un manque de personnel, des enseignants non remplacés, des « *classes à 35 élèves* », des emplois du temps trop chargés, la plateforme Parcoursup qui « *décider[ait] de leur avenir* », ou encore des bâtiments vétustes. Du fait des réseaux sociaux, c'est une mobilisation très horizontale, qui n'a plus grand-chose à voir avec les mouvements lycéens historiques. Les modes d'action sont aussi plus radicaux. Le blocage est utilisé en première intention, alors qu'avant c'étaient les appels à manifester qui scandaient les mouvements. Mardi, 450.000 personnes selon les organisations syndicales et étudiantes, 266.000 selon l'Intérieur, ont défilé partout en France.

Les deux premières semaines de la contestation ont été émaillées de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre : plus de 6.000 interpellations ont eu lieu, essentiellement des mineurs. Mardi, le décompte officiel établissait un record d'au moins 215 élèves, 85 personnels de l'éducation et 750 gendarmes ou policiers blessés. Le politiste Vincent Tiberj explique,

dans *Le Monde*, comment, avant même de chercher à amorcer un dialogue, le gouvernement a géré les rassemblements lycéens comme s'il s'agissait d'émeutes urbaines. Des chercheurs comme Sebastian Roché et Olivier Fillieule ont montré que, depuis les manifestations contre la loi El Khomri, en 2016, une bascule s'est opérée dans la gestion policière des manifestations. Les tactiques se sont durcies, le recours à l'affrontement direct avec les manifestants est devenu systématique. Nos policiers sont de plus en plus armés.

Face à la mobilisation lycéenne, le ministre de l'Éducation nationale a lancé lundi une « *plateforme de consultation* » en ligne pour recueillir la parole des lycéens. Mardi, à l'Assemblée nationale, le Premier ministre a annoncé la suspension des cours au lycée en fin de semaine pour organiser un « *temps de démocratie interne* » avec les élèves. Mercredi, le ministre de l'Intérieur a déclaré suspendre temporairement l'utilisation des grenades assourdissantes. Mercredi soir, dans une allocution télévisée, Sébastien Lecornu a exprimé une forme de compréhension vis-à-vis du mouvement des lycéens, prévenant toutefois qu'il ne pourrait pas répondre à leurs principales revendications. À l'approche des vacances scolaires de la Toussaint, qui débutent le 17 octobre, le Premier ministre a annoncé que « *les premières décisions du gouvernement seront présentées à la fin du mois* ».

Lucile Schmid :

Nous sommes invités à réfléchir aux mobiles, aux modalités et aux réponses apportées à ces mouvements lycéens, que le gouvernement a d’emblée qualifiés d’émeutes susceptibles de dégénérer en violences urbaines. Il faut se rappeler les émeutes de 2023, après la mort de Nahel. Cette interprétation gouvernementale s’appuyait sur une note de la préfecture de police de Paris, qui considérait que les mouvements étaient des émeutes instrumentalisées par La France insoumise. Une lecture initiale assez étroite, que le déroulement de la mobilisation est venu démentir pour plusieurs raisons.

D’abord, si le mouvement est parti de la périphérie, les lycées de centre-ville s’y sont ensuite très largement associés. Des établissements publics, professionnels et généraux ont été rejoints par des lycées privés. Des élèves en situation de relative précarité scolaire, issus de territoires défavorisés, ont ainsi trouvé un écho auprès de lycéens appartenant à des milieux plus favorisés. Pour la première fois, l’Institut catholique de Paris a connu un blocage. Plusieurs grands lycées privés parisiens, ainsi que le lycée Henri-IV, se sont associés au mouvement. Habitant le centre de Paris, j’ai pu constater que l’ensemble des établissements étaient bloqués. On ne peut donc certainement pas réduire cette mobilisation à des émeutes ou à des violences urbaines.

En revanche, les affrontements entre policiers et élèves, pour la plupart mineurs, ont été systématiquement émaillés de violences. Sebastian Roché rappelle qu’au moment des émeutes de 2023, on avait enregistré 4.000 interpellations, alors qu’elles ont été beaucoup plus nombreuses en quinze jours cette fois-ci. La réponse policière a donc été bien plus massive et déterminée. Sébastien Lecornu l’a d’ailleurs assumée, en reprenant précipitamment l’idée d’une sorte de complot

de LFI. Cela illustre aussi un problème de lecture lié à la perspective présidentielle. La classe politique, obsédée par la campagne électorale qui commence et par les rapports de force entre partis, a sous-estimé la volonté des lycéens de s'émanciper de l'interprétation que les adultes, et notamment les responsables politiques, donnaient de leur mouvement. Même s'il y a peut-être eu une forme d'instrumentalisation au départ, cette mobilisation a ensuite largement dépassé ce cadre.

Sur les mobiles, le sociologue François Dubet a eu cette formule très forte : « *il n'y a pas d'avenir hors de l'école, mais l'école ne peut garantir aucun avenir* ». Cette phrase remarquable résume bien ce mouvement « *no future* », comme l'a qualifié la députée Delphine Batho, elle-même ancienne dirigeante étudiante. Ce sentiment d'absence d'avenir s'inscrit dans les conditions concrètes de la vie des lycéens. Pour avoir été conseillère régionale dans les Hauts-de-Seine, département pourtant favorisé, je peux témoigner de l'ampleur des inégalités scolaires, jusque dans les bâtiments. Dans certains lycées professionnels, les locaux sont mal isolés, les enseignants manquent et les transports posent problème. En l'absence de carte scolaire, certains élèves mettent deux heures pour rejoindre leur lycée et autant pour rentrer chez eux. Ces inégalités sont inscrites depuis des années dans leur quotidien. Ce qui est intéressant, c'est la solidarité qui s'est manifestée entre ces lycéens, alors qu'on nous répète qu'elle est difficile à construire dans la société française.

La mobilisation contre Parcoursup est également essentielle. Cette plateforme symbolise, d'une certaine manière, l'absence d'avenir : on continue à se former sans savoir si l'on trouvera un emploi. Les interrogations sur l'intelligence artificielle et sur les transformations de l'économie française sont aussi présentes dans ce mouvement. On ne peut pas le réduire à l'absence de toilettes ou aux infiltrations d'eau dans les établissements. C'est un mélange de préoccupations matérielles et d'angoisses sur l'avenir, qui traduit également le sentiment de cette jeunesse qu'aucun dialogue véritable n'est possible avec ceux qui exercent les

responsabilités.

Quant aux réponses, la priorité sécuritaire a été évidente. Le gouvernement a beaucoup insisté sur l'ordre public, et il est révélateur que Laurent Nuñez ait été bien davantage présent dans les médias que le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray. Lorsque Sébastien Lecornu intervient, il ne se contente pas de répondre aux lycéens : il enchaîne sur la baisse du prix du gazole pour les grands rouleurs, puis s'adresse aux agriculteurs. Il sous-estime ainsi l'importance politique du mouvement lycéen. Jean-Luc Mélenchon a été le seul à monter au créneau pour affirmer qu'il défendait nos jeunes, comme si ceux-ci lui appartenaient. Le reste de la classe politique était largement aux abonnés absents. Les socialistes étaient occupés par leur primaire et leurs querelles internes. Valérie Pécresse a apporté une réponse strictement sécuritaire, en annonçant qu'elle poursuivrait les parents en responsabilité civile. Or il faut rappeler que les régions sont responsables de l'investissement immobilier dans les lycées. Les conditions matérielles ne dépendent donc pas uniquement du gouvernement, mais aussi d'autres responsables politiques. Nous avons ainsi assisté à des réponses complètement à côté de la plaque, et à une absence de prise en charge de la situation par certains acteurs qui se disent pourtant prêts à faire campagne.

Je terminerai par l'intervention, jeudi dernier, d'Édouard Geffray, ministre de l'Éducation nationale. Elle était intéressante, mais à certains égards un peu lunaire. Il nous a expliqué avoir trouvé environ 3.400 professeurs disponibles d'ici mardi pour rejoindre les établissements, grâce notamment à une application dont le déploiement avait été accéléré afin de mettre des enseignants en face des élèves. Cela donne le sentiment d'un calendrier décalé : la rentrée vient d'avoir lieu, et on aurait pu imaginer que cette application soit opérationnelle avant le début de l'année scolaire. Le danger de cette annonce est qu'elle ressemble à une forme de pensée magique. Tous les acteurs vont désormais regarder, mardi prochain, quels professeurs arriveront réellement dans les établissements. Si l'on

envoie des professeurs d'espagnol là où l'on attend des enseignants de français ou de mathématiques, les parents d'élèves et les professeurs pourraient bien rejoindre encore davantage le mouvement.

Nicole Gnesotto :

Pour une fois que des jeunes manifestent dans la rue, joyeusement pour la plupart, parce qu'ils veulent travailler et réussir dans la vie, un peu comme leurs parents autrefois, nous devrions d'abord nous en réjouir. Nous ne sommes pas dans une société apathique, passéiste, complètement égoïste et solitaire. C'est un point positif. Je voudrais d'ailleurs faire référence à l'éditorial de la revue *Esprit* de cette semaine, qui rappelle que l'école est un droit, pas un privilège.

Je suis globalement d'accord avec ce que vient de dire Lucile Schmid, sauf sur un point sur lequel je reviendrai. D'abord, la détérioration de l'école comme service public est absolument phénoménale, même si le gouvernement le nie. Trois chiffres suffisent à l'illustrer : six lycées sur dix ont été construits avant 1980, et seulement 13 % après 2010. En matière de santé, nous avons 7 000 infirmières scolaires pour 12 millions d'élèves. Quant aux enseignants, le gouvernement avait prévu de supprimer encore 1.600 postes dans son projet de budget, selon une logique parfaitement comptable : puisqu'il y a 180.000 élèves de moins chaque année, on réduit proportionnellement le nombre de professeurs. Et voilà qu'il découvre finalement l'existence de 3.400 enseignants non affectés. Cela révèle surtout un problème de gestion. Nous avons eu neuf ministres de l'Éducation nationale depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, et ils ne gèrent pas leur boutique. Le ministre de l'Éducation nationale ignorait lui-même que 3.400 professeurs étaient disponibles et non affectés.

Philippe Meyer :

L'actuel ministre de l'Éducation nationale exerce de très hautes responsabilités au sein de ce ministère depuis à peu près aussi longtemps qu'Emmanuel Macron est au pouvoir. S'il ne savait pas, c'est qu'il jouait au golf.

Nicole Gnesotto :

C'est exactement cela. Sur le fond, mon désaccord avec Lucile porte sur l'un des deux grands enjeux de cette révolte lycéenne. Pour le gouvernement, l'enjeu est la panique devant une possible contagion des colères. C'est ce qui explique que le Premier ministre, dans son discours de mardi dernier, ait certes donné la priorité aux lycéens, mais se soit également adressé aux agriculteurs et ait parlé du prix de l'essence. La grande angoisse du gouvernement est de voir se fédérer toutes ces colères sociales. C'est ce qu'il faudra observer dans la suite des manifestations, indépendamment de l'instrumentalisation par LFI, qui existe certainement auprès de certains jeunes, mais ne saurait résumer l'ensemble de la révolte. Cette crainte explique aussi le durcissement de la réponse policière. L'autre enjeu, pour les jeunes eux-mêmes, est fondamental et absolument formidable : c'est la redécouverte du collectif, dans la rue, plutôt que l'isolement sur les réseaux sociaux. J'ai vu beaucoup de ces manifestations. Les jeunes sont joyeux, ils découvrent quelque chose, une forme de revendication démocratique. C'est extrêmement positif pour la jeunesse.

Enfin, on a beaucoup dit que ce mouvement était peut-être né de l'interdiction des téléphones portables pendant les heures de lycée. Peut-être, je n'en sais rien. Mais quelqu'un a eu cette formule assez juste : jusqu'à présent, les lycéens avaient les yeux rivés sur leurs portables. On les leur a enlevés, ils ont regardé leur lycée, les fenêtres, les sols, ils ont découvert les cafards, les équipements cassés, et ils sont entrés en révolte. Ce n'est pas une explication si stupide.

Béatrice Giblin :

Merci, Nicole, pour cette analyse du portable. Mais dans les préoccupations qui

remontent des lycéens, cette question arrive très loin derrière leurs véritables inquiétudes. J'ai essayé de revenir sur le démarrage du mouvement. Au départ, ce sont les professeurs du lycée Saint-Exupéry de Créteil qui se mettent en grève, le 17 septembre, parce qu'il manque des collègues et qu'ils ne peuvent pas commencer l'année dans ces conditions, alors que la rentrée a eu lieu dix ou douze jours auparavant. Le 18 septembre, les élèves les soutiennent. Il est intéressant de voir qu'un mouvement de professeurs reçoit ainsi l'appui des lycéens. Le lundi 21, Clémence Guetté, députée LFI du département, et Louis Boyard, élu dans une commune voisine du Val-de-Marne, se rendent devant le lycée, prennent des photos, rencontrent les parents qui soutiennent également le mouvement et diffusent tout cela sur les réseaux sociaux, avec des messages de soutien.

Le rôle des réseaux sociaux est fondamental dans la façon dont les choses se sont enflammées. Nous n'avions jamais connu une propagation d'une telle rapidité. LFI apparaît alors comme la seule formation politique qui soutient et accompagne les lycéens. Très tôt, le maire de Saint-Denis prend lui aussi le mégaphone devant le lycée Paul-Éluard, qui est effectivement l'un des plus délabrés de Seine-Saint-Denis. Il y a pourtant eu des rénovations dans ce département. Pour y avoir enseigné très longtemps, je connais notamment le lycée Bartholdi, à côté de l'université, qui a été entièrement rénové. Des efforts ont donc été faits, mais pas au lycée Paul-Éluard, situé au cœur d'un grand ensemble de cités.

C'est peut-être mon défaut de géographe, mais ce contraste territorial me frappe. À quelques kilomètres de Paris, on trouve des lycées délabrés, avec des plafonds qui tombent, des bâtiments trop chauds ou trop froids, des cafards, des souris. Tout cela est bien réel. Et quand on voit ce qui existe à Paris, on comprend le sentiment d'être maltraité. D'autant que ces problèmes sont connus depuis longtemps : les diagnostics, les analyses et les études ont été faits. En Seine-Saint-Denis, les enseignants absents sont très peu remplacés.

L'absentéisme est important, notamment parce que certaines classes ne sont pas toujours faciles à tenir. Cela représente, pour les élèves, plus d'un trimestre de cours perdu chaque année. Il en résulte le sentiment qu'il existe deux façons de traiter les lycéens, alors même que la France dépense globalement 15.000 à 16.000 euros par an et par élève de lycée, davantage que certains autres pays européens. Et pourtant, cela ne fonctionne pas.

Le contraste entre Paris et les départements voisins, notamment la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, a cristallisé ce sentiment de discrimination, celui d'être des élèves de seconde zone. Ces deux départements ont longtemps été dirigés par les communistes, même si le Val-de-Marne est aujourd'hui à droite et la Seine-Saint-Denis aux mains des socialistes. Comme beaucoup de ces lycéens sont issus de l'immigration, le discours sur la discrimination raciale et l'abandon trouve naturellement un écho. C'est bien la région parisienne qui a été le véritable moteur du mouvement et de son extension.

Ce qui me préoccupe, c'est que le gouvernement ne dispose d'aucun véritable moyen pour résoudre cette situation. La réponse apportée jeudi soir par Édouard Geffray a été très brève et peu convaincante. C'est sans doute un excellent technicien, qui connaît parfaitement l'Éducation nationale pour y avoir fait toute sa carrière de haut fonctionnaire, mais ce n'est pas un politique. Il n'a ni le contact ni l'aisance nécessaires pour s'adresser aux lycéens. Il lui manque ce sens politique. Quant aux 3.500 enseignants disponibles, il savait évidemment qu'ils existaient. Mais correspondent-ils aux besoins ? S'agit-il de professeurs de français, de mathématiques ou d'anglais ? Peut-être enseignent-ils des disciplines dont les établissements n'ont pas besoin. On va les envoyer dans les lycées, mais pour enseigner quoi ? Ils n'auront pas nécessairement les compétences requises. On risque également d'aller repêcher des candidats auxquels on n'avait pas accordé le CAPES parce qu'ils n'avaient pas le niveau, simplement pour les placer devant des classes. Ce seront encore des enseignants au rabais dans ces établissements. Je ne suis pas certaine qu'on

résolve grand-chose de cette manière.

Enfin, la plateforme de consultation, qui a été très dénigrée, a tout de même recueilli plus de 60.000 contributions. La hiérarchie des préoccupations qui s'en dégage est intéressante : ce sont d'abord les enseignants et l'état des bâtiments qui arrivent en tête, tandis que Parcoursup se situe très loin derrière.

Lionel Zinsou :

Je suis tout à fait de l'avis de Nicole. Il faut se réjouir de voir les lycéens dans la rue exprimer leur angoisse, les limites de leur espérance et les nombreux dysfonctionnements de l'Éducation nationale. Ils sont également soutenus par leurs familles et leurs parents. Le mouvement a très vite dépassé la Seine-Saint-Denis : on le retrouve aussi bien à Neuilly que dans les grandes métropoles de province et dans les territoires ruraux. À travers les manifestations et les blocages, il est en train de devenir quelque chose d'assez universel.

Il y a néanmoins un aspect inquiétant : cette situation ressemble beaucoup à celle des autres services publics. Dans l'hôpital public, par exemple, je suis frappé de constater que les patients, les usagers, qui sont l'équivalent des élèves, partagent pleinement le constat des soignants sur la mauvaise gestion du système. Les patients sont solidaires des soignants, comme les élèves le sont de leurs professeurs. Béatrice l'a rappelé : un accord s'est très vite établi entre ceux qui assurent une mission de service public et ceux qui en bénéficient. Les uns comme les autres ont le sentiment de ne disposer d'aucun moyen d'améliorer leur quotidien.

On retrouve cette situation dans la justice, les transports publics, l'hôpital et l'école. Dans l'Éducation nationale, elle était particulièrement visible au moment de la canicule. Mais elle s'était déjà manifestée en 2020, lorsqu'il avait fallu basculer vers l'enseignement à distance, sans que les professeurs disposent d'autres équipements que leurs appareils personnels, et sans que les familles soient davantage préparées. Pourtant, enseignants, élèves et parents ont réussi

ensemble à organiser cette transition extrêmement rapide et impressionnante, vers une nouvelle forme d'enseignement. Si l'administration de l'Éducation nationale avait dû l'organiser elle-même, elle en aurait probablement été incapable. En revanche, lorsque les usagers et ceux qui assurent la mission de service public agissent ensemble, cela fonctionne.

Tant que le mouvement reste raisonnable, voir les élèves protégés par leurs professeurs et protégeant à leur tour ces derniers en relayant leurs revendications légitimes montre que la société civile est probablement infiniment plus consciente des problèmes et plus compétente que l'administration pour les résoudre. Il faut rappeler que notre système éducatif est coûteux, essentiellement gratuit dans le public et presque gratuit dans une partie du privé. La France se situe parmi les pays qui consacrent le plus de dépenses publiques à l'éducation. J'ai moi-même enseigné au lycée et à l'université en Seine-Saint-Denis, tandis que mon épouse enseignait dans un collège à Trappes, dans des conditions peut-être encore plus difficiles. Dans les zones d'éducation prioritaire, les moyens financiers sont considérables. Mais il existe un problème majeur de gestion. Je crains que cette situation ne soit une métaphore de ce qui pèsera sur le jugement des Français lors de l'élection présidentielle. Nous consacrons à la santé et à l'éducation des dépenses parmi les plus élevées au monde, qui procurent des bénéfices considérables grâce à une quasi-gratuité dont ne jouissent que quatre pays sur les deux cents que compte la planète. Et pourtant, nous ne savons pas gérer correctement ces grandes missions de service public. Cela explique en partie la tentation de se tourner vers des forces politiques qui n'ont pas exercé de responsabilités gouvernementales au cours des dernières décennies. Tous les partis de gouvernement ont participé à cette mauvaise gestion. LFI, toujours présente et active sur le terrain, ou le Rassemblement national, avec ses propositions souvent magiques et peu crédibles, peuvent ainsi attirer les électeurs. Ce n'est pas parce que leurs solutions pour l'avenir sont convaincantes, mais parce qu'ils n'ont pas été compromis dans la mauvaise

gestion du passé.

Car ce ne sont pas les moyens qui manquent. Ceux qui connaissent la culture de l'entreprise et du secteur privé savent que, face à de tels dysfonctionnements, il est possible de réaliser un véritable effort de gestion. La gouvernance publique est objectivement très défailante, et le problème n'est pas financier.

Heureusement, donc, que nos enfants, ou dans mon cas mes petits-enfants, descendent dans la rue pour dire : « *faites votre boulot, donnez-nous le service auquel on a droit comme usagers.* »

Lucile Schmid :

À propos de ce que vient de dire Lionel sur les moyens, je voudrais rappeler qu'entre un cinquième et un quart du budget de l'Éducation nationale est consacré aux retraites. Il faut donc relativiser le coût affiché par lycéen à la lumière de cette donnée. Optiquement, nous consacrons beaucoup d'argent à l'éducation, et il existe effectivement un problème de gestion, notamment autour de l'effet établissement : comment déléguer davantage de ressources et donner plus d'autonomie aux proviseurs ? Mais il faut aussi distinguer la présentation budgétaire des moyens réellement consacrés à l'enseignement. Des milliers de professeurs n'ont pas été remplacés au cours des deux mandats d'Emmanuel Macron, ce qui explique que les classes de 30 à 35 élèves soient devenues la règle, notamment dans les lycées professionnels.

Mon deuxième point concerne l'ordre public. C'est évidemment un sujet important, et tout le monde souhaite qu'il soit respecté. Mais les spécialistes des questions de sécurité évoqués par Philippe ont rappelé que, dans certaines circonstances, notamment face aux agriculteurs, les pouvoirs publics avaient adopté une doctrine de désescalade. En 2024, lors des manifestations agricoles, Gérald Darmanin avait recommandé aux préfets une certaine flexibilité, consistant à distinguer les casseurs des manifestants pacifiques. Or, à aucun moment le gouvernement n'a envisagé cette désescalade face aux lycéens,

comme si ceux-ci étaient tous, dès le départ, assimilés à des casseurs, tandis que les agriculteurs devaient être traités avec indulgence. C'est pourquoi, en écoutant Sébastien Lecornu évoquer successivement les grands rouleurs, les agriculteurs et les lycéens, j'ai eu le sentiment qu'une préférence était accordée aux catégories plus âgées, considérées comme légitimes à exprimer leur souffrance sociale et à être entendues.

Cela révèle aussi une conception très étriquée de la démocratie. La plupart de ces lycéens, étant mineurs, ne voteront pas en 2027, mais ils demandent à exister politiquement. Or la question de l'injustice générationnelle, qui s'accroît dans notre pays, notamment à travers les avantages accordés aux retraités et, plus généralement, aux personnes âgées par rapport aux jeunes, est absente de la campagne présidentielle, sauf lorsqu'elle est instrumentalisée, d'une certaine manière, par Jean-Luc Mélenchon, comme l'a rappelé Lionel. Comment élargir le champ de cette campagne présidentielle ? C'est aussi une question que nous posent les lycéens.

Béatrice Giblin :

Ce qui me paraît également très intéressant, c'est la solidarité qui s'est manifestée entre les lycées privilégiés et ceux de banlieue. Cette volonté de dire : *« ce sont les nôtres, nous devons les soutenir, ce n'est pas parce que nous nous en sortons que nous devons les négliger »*. C'est quelque chose de tout à fait positif. Nicole et Lionel ont souligné combien ce mouvement pouvait être porteur d'espoir. Voir l'École alsacienne, exemple même de l'établissement privé de la bourgeoisie où rien ne se passe habituellement, ou encore l'Institut catholique, participer aux blocages, ce sont des signes très importants de cette solidarité. L'autre point qui me préoccupe, c'est qu'une fois encore, il a fallu de la violence pour que les manifestants soient entendus. Tant qu'on défile sagement, avec des pancartes pleines d'humour, il ne se passe pas grand-chose. C'est lorsque les poubelles brûlent, que des mortiers sont utilisés et que des destructions se

produisent que, soudain, les responsables politiques prennent la parole.

Philippe Meyer :

Je ne suis pas d'accord avec ce que vient de dire Béatrice sur l'École alsacienne. Depuis 25 ans, sous la direction de Pierre de Panafieu, cet établissement a constamment multiplié les accords avec des collèges situés dans des quartiers de banlieue particulièrement défavorisés. Il a également développé le nombre de bourses, permettant d'accueillir une proportion croissante d'élèves qui ne viennent pas des arrondissements environnants, ni même, souvent, de Paris. Malheureusement, comme beaucoup d'autres établissements, l'École alsacienne est victime d'une image que la réalité ne suffit pas à transformer. Il était juste de rappeler cette orientation, qui est loin d'être celle de toutes les écoles privées et qui n'a cessé de se développer au cours des 25 dernières années. Je ne peux pas dire si elle se poursuivra, mais elle a bien été une réalité.

Lionel Zinsou :

Un mot pour aller dans le sens de Lucile sur la désescalade. S'il y avait une victime de la répression, et nous n'en sommes pas passés très loin dans les premières heures, on assisterait probablement à une agrégation des soutiens, notamment des étudiants, qui commencent d'ailleurs à se mobiliser, puis de l'ensemble des travailleurs. Les 6.000 interpellations, totalement disproportionnées par rapport aux crises précédentes, et le risque de faire des victimes en raison de l'agressivité de la répression pourraient réaliser le rêve de Jean-Luc Mélenchon : fédérer toutes les colères. Un mouvement comparable à celui de Mai 68 deviendrait alors tout à fait possible, à cause d'une très mauvaise gestion sécuritaire d'une mobilisation qui, encore une fois, bénéficie du soutien de la plupart des familles.

Philippe Meyer :

Comparaison n'est pas raison, mais il faut se souvenir que Mai 68 a été précédé, dès novembre 1967, d'une grève portant sur des revendications universitaires : la saleté des locaux de Nanterre, le manque de chaises par rapport au nombre d'étudiants, l'état des bâtiments, leur ouverture beaucoup trop tardive, ou encore l'obligation faite aux habitants de certains quartiers de fréquenter cette université plutôt que de choisir librement leur établissement, comme c'était auparavant la règle. Toutes ces revendications ont rencontré une absence de réponse remarquable, jusqu'en janvier 1968, lorsque la police est entrée pour la première fois dans l'université, après la visite du ministre de la Jeunesse et la célèbre apostrophe que lui avait adressée Daniel Cohn-Bendit. Ce qui avait commencé comme un mouvement réformiste s'est transformé en une contestation explosive et profondément politisée. Là encore, les affaires étaient très mal gérées. Comme nous l'avons souligné, l'argent est là, mais pas la capacité de l'utiliser correctement.

Il en va de même pour la police. Faute d'avoir développé une doctrine autre que celle de Raymond Marcellin, qui consistait à sortir et à cogner, ou plutôt parce qu'ils sont revenus à cette doctrine, notamment depuis Christophe Castaner, les gouvernements et les ministres de l'Intérieur successifs n'ont jamais su élaborer une politique suffisamment fine pour distinguer l'immense majorité des manifestants de la petite minorité qui incendie des camions de pompiers. Ces actes produisent des images extrêmement spectaculaires et détestables, qui conduisent à interpréter l'ensemble du mouvement à travers le prisme de la violence. Sur ce point aussi, l'irresponsabilité du gouvernement est accablante.

ENJEUX DE L'ÉLECTION BRÉSILIENNE

Introduction

Philippe Meyer :

Au Brésil, lors du premier tour des élections présidentielles le 4 octobre, Flavio Bolsonaro, le candidat d'extrême droite, fils de l'ancien président Jair Bolsonaro, a obtenu 47 % des votes, contre 45 % pour l'actuel président, Luiz Inacio Lula da Silva qui à 81 ans brigue un quatrième mandat. Si Lula est vaincu par Flávio Bolsonaro lors du second tour le 25 octobre, le pays tombera dans l'escarcelle de la droite radicale, rejoignant l'Argentine de Javier Milei, le Chili, la Colombie et le Pérou, sous le regard approbateur de Donald Trump. L'élection pourrait reconfigurer tout le panorama politique de la droite sud-américaine, et avec lui l'avenir du Mercosur, la politique climatique en Amazonie, et l'équilibre des relations entre les États-Unis, la Chine et les Brics.

Lors de la campagne du premier tour, quatre thèmes ont dominé : l'insécurité, malgré le recul des homicides ; le coût de la vie, sur fond de croissance faible ; la corruption, avec un scandale bancaire éclaboussant les élites ; et la souveraineté nationale, remise au premier plan par les sanctions et les droits de douane américains. Au regard du bilan de son troisième mandat – un taux de chômage ramené à 5,3 %, 14 millions de personnes sorties de la pauvreté, et la réduction de moitié du taux de déforestation de l'Amazonie – Lula espérait aborder le scrutin en position de force. Il a notamment centré sa campagne sur la défense de la souveraineté face aux pressions de Donald Trump, qui a infligé plusieurs vagues de surtaxes douanières au Brésil.

La proximité du clan Bolsonaro avec le président américain, Donald Trump,

suscitait des craintes pour la souveraineté du Brésil. Le sénateur promet d'amnistier son père, condamné à vingt-sept ans de prison pour tentative de coup d'Etat, et tous ceux qui ont participé aux saccages du 8 janvier 2023, peu après le retour de Lula au pouvoir. Il prône une répression sans limite contre le crime et vante les méthodes du président salvadorien, Nayib Bukele. Il a également promis une plus grande rigueur budgétaire, des baisses d'impôts et moins d'État. Les Brésiliens ont voté aussi pour leurs gouverneurs, leurs députés fédéraux et ceux des assemblées locales, et les deux tiers du Sénat. Les législatives ont confirmé cette « vague à droite », dans les deux chambres, comme dans les assemblées législatives locales. Si les catholiques, majoritaires, penchent davantage pour Lula, les évangéliques constituent une base importante du bolsonarisme.

Béatrice Giblin :

On a présenté la victoire de Flávio Bolsonaro au premier tour comme une surprise, mais pour certains observateurs qui connaissent bien la situation brésilienne, elle n'était pas si inattendue. Si l'on regarde les résultats, la gauche n'est pas véritablement en recul par rapport aux élections précédentes. En revanche, il y a une poussée à droite très nette. Et cela avec un candidat dont on disait qu'il manquait de charisme, en tout cas beaucoup moins charismatique que son père, et qui traîne de lourdes affaires financières. Son père a tout de même tenté un coup d'État et se trouve en prison. Rien de tout cela ne semble freiner une partie importante de l'électorat. Les autres candidats ont obtenu très peu de voix : nous sommes donc dans une situation de très forte polarisation entre la droite et la gauche.

Cette polarisation est aussi géographique, et c'est extrêmement intéressant à observer. La carte électorale n'est pas une mosaïque de voix pour Bolsonaro et pour Lula. On distingue très clairement deux ensembles : tout le nord du Brésil et sa partie orientale, jusqu'au nord de Rio de Janeiro, sont dominés par Lula, tandis que le centre et tout le sud accordent une nette majorité à Bolsonaro. La société brésilienne est donc profondément polarisée dans son organisation économique, sociale, mais aussi culturelle.

Le Nordeste reste incontestablement le bastion de la gauche. Mais si l'on examine les cartes plus précisément, on constate une certaine érosion de ce bastion, tandis que la droite renforce ses positions. Le monde agro-industriel, qui occupe une place considérable dans l'économie brésilienne, soutient très nettement Bolsonaro. La politique de Lula, qui a permis de réduire considérablement la déforestation, satisfait une partie des Brésiliens, mais suscite une très forte hostilité dans les fronts pionniers, notamment parmi ceux

qui disposent des capitaux nécessaires pour investir et développer une agriculture très industrialisée. Cette opposition illustre parfaitement la polarisation géographique du pays.

Ce qui m'intéresse également, c'est que le bilan de Lula est bon. Il a fait reculer le chômage, augmenté le niveau de vie, supprimé des impôts pour les plus pauvres et obtenu une croissance économique qui, sans être spectaculaire ni comparable à celle de certains pays africains, reste réelle. Ce n'est donc pas un mauvais bilan, bien au contraire. Mais un bilan plutôt bon ne garantit manifestement pas une réélection. Je pensais à Lionel Jospin, qui avait lui aussi un bon bilan et qui a pourtant obtenu un très mauvais résultat électoral. Dans le cas de Lula, il existe certainement une lassitude : il brigue un quatrième mandat et a dépassé les 80 ans. Mais ce qui me frappe surtout, c'est le rejet très profond des élites politiques, à gauche comme à droite.

Enfin, il faut souligner la progression considérable des évangéliques. Le Brésil reste un pays profondément religieux, et les Églises évangéliques y réalisent une véritable percée. Nous avons publié, il y a longtemps, un numéro d'Hérodote intitulé « *Les évangélistes à l'assaut du monde* ». Je crois qu'il serait intéressant de reprendre ce sujet.

Lucile Schmid :

Il faut aussi rappeler combien Donald Trump est aux aguets. Dès le premier tour, alors qu'il s'agit d'une élection à deux tours et que j'espère encore une remontada de Lula, même si je ne sais pas si je dois y croire, Donald Trump a salué le résultat de Flávio Bolsonaro en déclarant que c'était une victoire serrée, mais une très grande victoire, incroyable. Il faut replacer cette élection dans le contexte du basculement de l'ensemble de l'Amérique latine vers la droite, voire l'extrême droite. Donald Trump a immédiatement imaginé ce qu'il appelle le « *Shield of America* », une forme de bouclier qui s'inscrit dans sa « doctrine Donroe », dont il est question depuis le début de son deuxième mandat. L'enjeu

est donc de savoir si le Brésil deviendra un pays sous influence ou s'il parviendra à préserver sa souveraineté.

C'est dans cette perspective que Lula a décidé de centrer sa campagne du second tour sur la souveraineté brésilienne. Il avait déjà insisté sur ce thème au premier tour, mais sans doute a-t-il accordé trop de place à des enjeux symboliques, comme la souveraineté, ou à des questions essentielles comme la déforestation, qui ne touchent pas directement au pouvoir d'achat et à la vie quotidienne. Il a ainsi sous-estimé les réformes sociales qu'il aurait pu engager, notamment celle du temps de travail. Imaginez : il s'agirait de faire passer la semaine de travail de six à cinq jours. Lula a, d'une certaine manière, délaissé ce qui aurait pu constituer le cœur de son action.

Enfin, l'abstention a atteint 21 %. Pour Lula, l'enjeu est désormais de parvenir, presque désespérément, à mobiliser les abstentionnistes susceptibles de voter à gauche, afin de faire mentir Donald Trump.

Nicole Gnesotto :

Je vais oser une comparaison entre la France et le Brésil. Le Brésil est à l'Amérique latine ce que la France est à l'Europe : deux pays dont les prochaines élections présidentielles détermineront non seulement leur propre avenir, mais aussi celui du continent auquel ils appartiennent. En France, c'est évidemment l'avenir de la construction européenne qui est en jeu, notamment si les extrêmes remportent l'élection. En Amérique latine, c'est la trumpisation du continent sud-américain qui se joue.

Je suis entièrement d'accord avec Lucile. La doctrine de Donald Trump est déjà à l'œuvre depuis longtemps, avec des moyens spectaculaires. Il ne se contente pas de soutenir Bolsonaro : ses conseillers ont élaboré toute une stratégie qui passe par l'agression militaire, comme au Venezuela, l'intimidation militaire, comme au Panama, où elle a tourné à l'avantage des États-Unis, ou encore le chantage aux droits de douane, notamment avec la Colombie sur la question

migratoire. Cette stratégie pourrait faire basculer le Brésil dans une ère idéologique, autoritaire et ultralibérale, où le droit s'efface complètement devant la force. L'enjeu est d'autant plus important que sept pays d'Amérique latine ont déjà basculé à droite depuis deux ans, dont des pays majeurs comme l'Argentine de Javier Milei et le Chili de José Antonio Kast. Nous sommes donc face à un enjeu qui dépasse largement le seul Brésil.

Mon deuxième point concerne les chances de Lula de conserver le pouvoir. Malheureusement, la dynamique paraît plutôt favorable à Bolsonaro, qui a déjà remporté des succès considérables au premier tour. Au Congrès, son parti dispose de 121 députés, contre seulement 88 pour celui de Lula. Au Sénat, il compte 28 élus, dont sa femme et l'un de ses fils, contre neuf pour le Parti des travailleurs. Quant aux gouverneurs, Bolsonaro en a remporté cinq, auxquels s'ajoute une majorité de droite ou de centre droit, tandis que Lula n'en a remporté que trois. L'équilibre politique du pays est donc déjà très favorable au camp Bolsonaro, ce qui reste assez incompréhensible. Flávio Bolsonaro n'a pas le charisme de son père, mais il partage avec lui la corruption.

La corruption est d'ailleurs peut-être le seul trait commun entre Lula et Bolsonaro. Lula a été condamné à douze ans de prison, avant de bénéficier d'une annulation de sa condamnation. Je ne sais pas dans quelle mesure cela pèse sur des électeurs habitués à une corruption transpartisane. Son âge constitue également un handicap, même s'il est encore en forme à 81 ans. Enfin, comme l'a souligné Lucile, il n'a pas su proposer une réforme sociale suffisamment forte et symbolique, comme le passage à la semaine de cinq jours.

Je voudrais terminer sur une note à la fois plus grave et plus littéraire. Stefan Zweig s'est réfugié au Brésil devant la montée du nazisme en Allemagne. Il y a écrit plusieurs ouvrages, dont un petit livre intitulé *Brésil, terre d'avenir*, publié après sa mort et que l'on trouve presque intégralement sur Internet. Stefan Zweig voyait dans le Brésil une terre où la civilisation européenne, alors en train de mourir en Europe, pourrait s'épanouir à nouveau. Il a cette phrase magnifique :

« Ici, la civilisation créée par l'Europe pouvait se perpétuer et se développer en formes nouvelles et différentes. » Malheureusement, si le bon Stefan Zweig se retournait aujourd'hui dans sa tombe, il verrait que le Brésil risque au contraire de devenir le lieu d'un nouvel enterrement de cette civilisation européenne, que Donald Trump a déjà commencé.

Lionel Zinsou :

Je serai plus positif en rappelant que le Brésil est aussi un conservatoire extraordinairement vivant des civilisations africaines. Béatrice soulignait tout à l'heure que ce pays n'est pas homogène. C'est vrai : il compte 45 % d'Afro-descendants, principalement dans le Nordeste, autour de Salvador de Bahia ou de Recife. C'est un pays hétérogène, mais qui abrite une extraordinaire pluralité de civilisations. Pour l'Afrique, c'est un très bel horizon. Je ne sais pas s'il faut s'inquiéter pour l'héritage européen, mais comme les Afro-descendants sont notamment originaires du Bénin et de la côte des Esclaves, nous avons beaucoup d'attentes à l'égard du Brésil.

J'ai une admiration particulière pour Lula. C'était d'abord un syndicaliste, qui a fait ses preuves à São Paulo, avant de devenir l'un des dirigeants du monde en développement ayant le plus contribué au recul de la pauvreté. Lucile a évoqué la réduction de la déforestation et le respect des populations autochtones d'Amazonie, mais il faut surtout rappeler cette sortie de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, d'une ampleur sans précédent en Amérique latine, et peut-être même dans le monde. On trouve quelques exemples comparables en Chine, mais c'est tout de même extraordinaire. Lula a également donné au Brésil une dimension internationale exceptionnelle. Je ne sais pas s'il faut déjà parler de ce bilan à l'imparfait, même si les résultats législatifs nous y conduisent presque. Tenter un quatrième mandat est toujours compliqué, surtout après avoir traversé des crises nationales et internationales importantes. Je tenais donc d'abord à exprimer mon admiration pour Lula.

Le Brésil mérite l'attention du monde entier, d'abord parce qu'il représente la moitié de la richesse de l'Amérique du Sud. On ne mesure pas toujours son poids économique : son PIB atteint 2.000 milliards de dollars, et 4.200 milliards en parité de pouvoir d'achat, ce qui est beaucoup plus significatif et supérieur à celui de la France. Tout à l'heure, nous comparions le poids du Brésil en Amérique du Sud à celui de la France en Europe. Mais la France représente environ 20 % de l'Union européenne, tandis que le Brésil pèse *la moitié* de son continent. C'est une puissance une fois et demie supérieure à la France, dont le poids serait plutôt comparable, voire supérieur, à celui de l'Allemagne en Europe. Avec ses 8,5 millions de kilomètres carrés, soit une superficie équivalente à celle de toute l'Europe et bien supérieure à celle de l'Union européenne, et ses quelque 220 millions d'habitants, le Brésil est une puissance considérable, dont l'influence est déterminante pour l'unité de l'Amérique du Sud. Son basculement à l'extrême droite aurait donc des conséquences majeures sur l'ensemble du continent. C'est terrible, on se croirait dans un film de Costa-Gavras, comme *État de siège*. Le basculement paraît malheureusement très probable. Le candidat arrivé troisième au premier tour, dont beaucoup imaginaient que les voix se reporteraient naturellement sur Lula, a appelé à voter Bolsonaro. Pourtant, les analyses sociopolitiques très précises de ce pays, où l'on connaît bien les comportements électoraux, montraient que son électorat était très proche de celui de Lula. Malgré cela, son appel est en faveur de Bolsonaro. Si l'on ajoute à cette situation les grandes difficultés que Lula rencontrerait pour continuer à gouverner efficacement avec un pouvoir législatif aussi défavorable, je crains que nous ne soyons bientôt obligés de parler de son action à l'imparfait. Or, le Brésil est une puissance mondiale, notamment dans les négociations climatiques, comme on le voit lors des COP, lorsqu'il s'agit de la survie de la planète. Les conséquences environnementales d'une victoire de Bolsonaro seraient terribles. C'est aussi en cela que cette élection dépasse très largement les frontières brésiliennes. Pour l'avenir de la planète, il faudrait vraiment que les

abstentionnistes se mobilisent et aillent voter.

Béatrice Giblin :

Le problème de Lula, c'est qu'il a totalement négligé la question de la sécurité quotidienne dans sa campagne électorale. C'est pourtant un thème qu'il ne faut pas mettre sous le tapis. Le narcotrafic, les mafias, la violence : il n'en a pas fait un axe de campagne clair. Je ne dis pas qu'il aurait pu résoudre ces problèmes, mais Bolsonaro, lui, n'a cessé d'insister sur ces questions, même s'il est lié aux milices.

Lionel Zinsou :

Même si son père n'a rien fait dans ce domaine.

Béatrice Giblin :

Mais ce n'est pas la réalité qui compte, c'est la perception qu'en ont les électeurs, la représentation qu'ils s'en font.

Mon deuxième point concerne la succession de Lula. Pourquoi est-il obligé de se représenter à 81 ans ? Parce qu'il n'a jamais voulu laisser émerger le moindre concurrent. Il a mené une véritable stratégie d'assèchement de ceux qui auraient pu prendre sa relève. C'est une lourde responsabilité lorsqu'il devient nécessaire de passer la main.